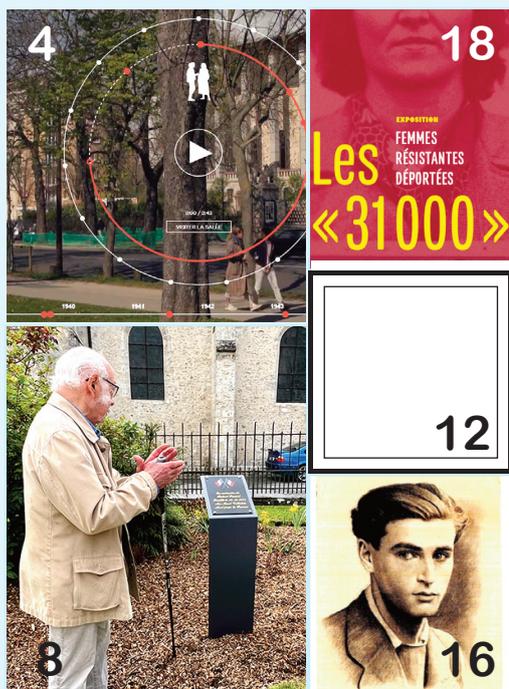


MÉMOIRE VIVE

des convois des 45000 et des 31000 d'Auschwitz-Birkenau

N°77
juin 2023

SOMMAIRE



p.3 **Éditorial**

p.4 **Parole de ...**

Association MRJ-MOI

p.8 **Vie de l'association**

Merci Roger

La bienveillance de Roger

Assemblée Générale de Mémoire Vive

p.12 **Un peu d'histoire**

Chronique de l'année 1943 - Le grand retournement

1943 - Le soulèvement du ghetto de Varsovie

p.16 **Page culture**

Lettres de fusillés - Fernand Zalkinow

p.18 **Pour mémoire**

Cérémonie du 22 janvier 2023 à Romainville et aux Lilas

Mémorial des déportations de la ville de Marseille

Epinay - Journée nationale de la déportation, le 30 avril 2023

Journée nationale de la déportation : un parcours mémoire, à Montreuil, Romainville, Les Lilas

Disparition d'Odette Niles

Le mot de la Trésorière

Bonjour,

Juste pour vous rappeler que nous avons besoin de vous.

N'oubliez pas de renouveler votre adhésion à Mémoire Vive.

Vos adhésions et dons, nous permettent de financer notre bulletin, de nous déplacer sur différentes commémorations ou événements se rapportant à la déportation (voir les rubriques de ce bulletin), d'organiser, cette année, un voyage sur le site d'Auschwitz-Birkenau. En bref de faire vivre cette association qui nous tient tant à cœur.

Avec le retour du soleil, le Conseil d'Administration de Mémoire Vive vous souhaite un bel été.



Josette Marti

Mémoire Vive des Convois des "45000" et "31000" d'Auschwitz-Birkenau

Bulletin d'adhésion - cotisation 2023

À adresser à : Mémoire Vive - Josette MARTI - 10, square Etienne Martin - 77680 ROISSY EN BRIE

NOM : Prénom :

Date de naissance : Profession :

Lien avec un 45000 ou une 31000 (indiquer le nom et le lien de parenté) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Portable : E-mail :

Ci-joint un chèque de euros libellé à l'ordre de Association Mémoire Vive des 45000 et 31000

L'adhésion minimum est fixée à 25 euros et donne droit à l'abonnement au bulletin.

Pour toute somme supérieure à 25 € vous recevrez une attestation de don pour votre déclaration d'impôt, vous donnant droit à une réduction de 66 % du montant de votre versement.

N'hésitez pas à nous transmettre et à mettre à jour votre adresse mail auprès de Josette Marti (jo.marti@free.fr).

Nous pourrions ainsi vous informer plus rapidement de nos activités et ferons des économies de frais postaux.

Notre association respecte le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD), voir notre site internet.



La publication de la loi

qui instaure le report du droit de départ à la retraite de 62 ans à 64 ans, par sa brutalité et l'absence de toute concertation réelle (une absence de négociation avec les organisations syndicales, des débats parlementaires largement escamotés), aggrave la profondeur de la crise sociale, politique, institutionnelle et démocratique ; crise latente depuis des années. Elle s'attaque au socle de notre République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces idéaux républicains réaffirmés à la Libération, restent des enjeux des luttes politiques et sociales, rien n'est jamais acquis. Elle remet en cause les grandes avancées de la Libération, et du Conseil National de la Résistance, 80 ans après sa création en 1943. Sous prétexte d'équilibre financier du régime des retraites, cette loi poursuit la politique néolibérale menée depuis des années qui vise à réduire la part du travail dans le partage des richesses. En se focalisant sur un seul paramètre d'ajustement, elle isole la problématique de l'âge de départ à la retraite, des autres questions économiques et sociales qui déterminent les conditions de vie de la grande majorité de nos concitoyens et creusent les inégalités. À cela s'ajoute que les services publics ont subi des cures d'austérité depuis des années et sont en crise.

La grande majorité de l'opinion publique et les syndicats, ont refusé le choix de l'exécutif, mesurant les conséquences de ce choix sur les conditions de vie de millions de personnes vivant dans notre pays. Face à l'unité syndicale, le pouvoir a affirmé de manière obstinée son refus de négocier sur l'âge du départ à la retraite. Faisant fi de la démocratie sociale, l'exécutif a choisi de passer en force.

La même arrogance s'est exercée vis-à-vis du parlement, oubliant que la démocratie représentative émane, en premier lieu, du lien entre les citoyens et les élus du parlement.

considéraient comme des débordements parlementaires de la quatrième République et son instabilité. Les procédures du parlementarisme rationalisé permettent à l'exécutif d'encadrer les débats parlementaires, lui donnant de fait des prérogatives très larges. Toutefois, la présidentialisation du régime et ses dérives résultent d'une certaine pratique et d'une interprétation orientée de la Constitution.

L'exécutif s'inscrit pleinement dans ces dérives, en accumulant, de manière exceptionnelle, les procédures de parlementarisme régulés pour accélérer l'examen de la loi. Notamment, le véhicule législatif choisi est une loi de financement de la sécurité sociale rectificatif, alors que l'objet de la loi devrait relever d'une loi ordinaire compte tenu de ses impacts à long terme. La séquence législative s'est achevée par le recours à l'article 49-3 pour faire adopter la loi sans vote par l'Assemblée Nationale.

Cette séquence politique et sociale reste ouverte malgré la volonté de l'exécutif de l'enjamber et de la refermer. Elle met en évidence aujourd'hui le déséquilibre profond entre les pouvoirs exécutif et législatif. On ne peut enjamber impunément les impératifs de la démocratie et, en premier lieu, le débat démocratique. Les crises sociales, politiques, institutionnelles et démocratiques, si elles ne sont pas résolues, profitent, très souvent, à l'extrême droite.

Yves Jégouzo

Ces idéaux républicains réaffirmés à la Libération, restent des enjeux des luttes politiques et sociales, rien n'est jamais acquis.

La cinquième République reste une république parlementaire, le gouvernement reste responsable devant le parlement, même si les fondateurs de la Constitution voulurent instaurer un parlementarisme rationalisé pour éviter ce qu'ils



Association MRJ-MOI

BUTS DE L'ASSOCIATION

Notre association MRJ-MOI créée en 2005 par d'anciens résistants de la section juive de la M.O.I. a plusieurs objectifs :

- transmettre une mémoire plurielle de la Résistance en mettant en lumière la contribution des Juifs communistes étrangers de la Main d'œuvre immigrée (M.O.I.) à l'Histoire nationale.
- relater avec précision la lutte civile et armée précoce de ces jeunes Juives et Juifs immigré(e)s, originaires d'Europe de l'Est, contre l'Occupant et le gouvernement de Vichy.
- montrer le chemin de ces résistants réprouvés et persécutés, vers une intégration voulue, dans le pays qu'ils avaient choisi et qu'ils ont contribué à libérer.
- en finir avec le mythe du « récit national » conçu pour privilégier une Résistance exclusivement française, militaire et masculine.

QUI SONT LES RÉSISTANTS JUIFS DE LA M.O.I ?

L'organisation syndicale CGT Unitaire, soucieuse de défendre les intérêts des travailleurs étrangers, a mis en place, en 1926, la M.O.E. (Main-d'œuvre étrangère), un « secteur d'activité » dédié aux immigrés d'origines diverses. Sous la direction du PCF, cette structure devient la (M.O.I.) dans les années 1930 et des groupes de langues sont créés pour favoriser l'intégration des travailleurs parlant encore mal le français. La section juive rassemble les immigrés d'Europe de l'Est (majoritairement polonais) dont la langue commune est le yiddish.

L'Histoire des résistants de la section juive de la M.O.I., désormais tous disparus ou presque, demeure méconnue. Il devenait urgent, et essentiel, de la rappeler à l'heure de la recrudescence de l'antisémitisme et de l'influence du négationnisme sur les jeunes générations. Les Juifs immigrés d'Europe de l'Est, acteurs de ce musée (quel musée ?), ont assumé une triple identification :

- à l'Histoire de la France,
- à la culture juive européenne et yiddishophone dont ils sont issus,
- au projet communiste de l'époque. En France, si les 110 000 immigrés juifs d'Europe de l'Est ne professent pas tous des idées progressistes, beaucoup, femmes et hommes, sont animés par un idéal révolutionnaire, universaliste et laïque. Il convient, bien sûr, de replacer la référence au communisme dans son contexte historique. Le communisme est ressenti, alors, et sans conteste, par ces Juifs immigrés, comme un idéal de révolution sociale, de liberté, de paix et de fraternité universelle rendant impossible, selon eux, toute forme d'antisémitisme. Souvent politisés dans leur pays d'origine aux régimes autoritaires (Pologne, Roumanie, Hongrie...), ils sont préparés aux combats clandestins. Chassés par les difficultés économiques et l'antisémitisme, ils ont choisi de s'installer en France par admiration pour cette France de la Révolution française et de des Juifs.

***La création de l'organisation clandestine
d'information et d'entraide, Solidarité,
dès septembre 1940,
montre la précocité de l'engagement des juifs immigrés
communistes et sympathisants***

L'ENGAGEMENT RÉSISTANT DE LA SECTION JUIVE DE LA MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRÉE

Les Juifs ne furent pas que des victimes dociles lors de la Seconde Guerre mondiale. Certes, l'accent a été mis par les historiens, et à juste titre, sur l'entreprise d'extermination des Juifs par les nazis à l'échelle d'un continent tout entier mais de nombreux Juifs ont mené le combat contre les exterminateurs. Si dans les pays de l'Est, le nazisme a assassiné 6 millions de Juifs, l'engagement dans la Résistance, en France, de ces jeunes femmes et hommes, a pris une dimension politique nationale qui les a préservés de l'anéantissement complet. Ils ont adopté et défendu les valeurs de la République française, « Liberté, Égalité, Fraternité » bafouées par les nazis et leurs collaborateurs français.

LE MUSÉE EN LIGNE

Chacune des 15 salles du musée couvre, par ordre chronologique, les événements du temps, inscrit l'action de la section juive de la M.O.I., devenue clandestine, dans le contexte social et politique de l'Occupation et développe son engagement spécifique au sein de la Résistance nationale.

LES ÉTAPES PRINCIPALES :

(Ces étapes principales sont détaillées de salle en salle sous forme de vidéos introductives, de narrations explicatives, de notes, d'une iconographie abondante nourrie d'archives, de témoignages de résistants...).

La création de l'organisation clandestine d'information et d'entraide, *Solidarité*, dès septembre 1940, montre la précocité de l'engagement des Juifs immigrés communistes et sympathisants. *Solidarité* devient, très vite, une organisation de Résistance très efficace.

Alors que la législation antisémite vichyste va en s'amplifiant, la section juive de la Main-d'œuvre immigrée édite une presse clandestine active. De très nombreuses actions de Résistance, civile et armée, visent le gouvernement pétainiste et l'occupant. Par une succession de mesures discriminatoires, les nazis et Vichy s'emploient à isoler la population juive mais la section juive clandestine de la M.O.I. organise la riposte de ses membres. 📧



Page d'accueil
du Musée virtuel

- ☞ Les nazis répliquent par des exécutions d'otages mais la Résistance ne désarme pas. Au printemps 1942, alors que la « solution finale de la question juive » est actée par les nazis, le PCF crée les Francs-tireurs et partisans français (FTP-F ou FTP), une force de Résistance très structurée, de type militaire. Les FTP-M.O.I, composés de nombreux Juifs, sont très rapidement opérationnels. Ils seront traqués dans la France entière.

Le port de l'étoile jaune est bientôt suivi par la rafle du Vel'd'Hiv en juillet 1942, la plus meurtrière des nombreuses rafles anti-juives perpétrées par les nazis avec la complicité de Vichy. La population juive et non-juive prend conscience de la tragédie qui se joue. La création du Mouvement national contre le racisme, le MNCR, associé à la section juive de la M.O.I. et à d'autres formations résistantes, juives ou chrétiennes, permet le sauvetage d'un nombre important d'enfants juifs.

L'unification de la Résistance juive communiste des zones Nord et Sud aboutit à la création de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, l'UJRE, en 1943. La résistance juive de la M.O.I, civile (faux papiers, planques, filières...) et armée se déploie partout dans le pays.

Nous savons tous que la mémoire et la transmission n'ont de valeur que si elles s'appuient sur un travail historique

Une répression féroce s'abat sur les résistants juifs (les déportations vers les camps d'extermination se multiplient, des filatures meurtrières déciment la section juive). Le déchaînement de la propagande anti-juive et les exécutions s'intensifient. Les Juifs survivants répliquent par la guérilla urbaine ou s'engagent dans les maquis.

Après la création du Conseil national de la Résistance, le CNR, et la publication de son programme, la figure du général de Gaulle s'impose. La construction d'un « récit national » (y compris par les communistes) fondé sur la minoration de la collaboration et l'exaltation d'un peuple français patriote, conduit à l'occultation de l'action de Résistance menée par les combattants de la section juive de la M.O.I.

LA TRANSMISSION

Nous savons tous que la mémoire et la transmission n'ont de valeur que si elles s'appuient sur un travail historique. Il est donc indispensable qu'il y ait une articulation entre mémoire individuelle, mémoire collective, mémoire historique et avancées de la Recherche, appuyées sur les archives, pour assurer la transmission. Notre musée en ligne, en liaison avec le travail des historiens, permet, par cette approche, de transmettre une page longtemps ignorée de l'Histoire de France.

A l'opposé de tout esprit communautariste partisan, il s'agit de suivre, dans une démarche scientifique rigoureuse, les étapes d'un combat singulier et méconnu qui s'inscrit dans l'histoire générale de la Résistance au fascisme et au nazisme. En tant que passeurs de mémoire, nous souhaitons permettre aux jeunes générations de découvrir ce que d'autres jeunes, en d'autres circonstances, ont fait de grand et de courageux. Notre objectif, enfin, est de susciter leur réflexion sur le sens de l'engagement contre le fascisme, contre la haine de l'autre, contre l'antisémitisme, contre le racisme et pour que l'Histoire ne se répète pas.

Association MRJ-MOI
(Mémoire des résistants juifs de la M.O.I.)

ACTIVITÉS de la MRJ-MOI

- Réalisation du documentaire vidéo **Nous étions des combattants** à partir de témoignages d'anciens Résistants juifs de la M.O.I, diffusé à la télévision sur RMC Découverte durant deux ans et présenté dans des collèges et des universités.

- Création d'un **musée en ligne** évolutif consacré à l'action civile et armée des résistants de la section juive de la M.O.I au sein de la Résistance nationale.

La première partie de ce musée virtuel, mise en ligne le 24 mai 2022, s'adresse à des visiteurs non spécialistes et cible prioritairement le public des collèges et des lycées.

Une deuxième partie est actuellement en construction. Elle vise un public d'universitaire et de chercheurs. Un comité scientifique prestigieux, composé de Thomas Fontaine, Denis Peschanski, Renée Poznanski et Sylvie Zaidman présidera nos travaux.

- Publication d'une Lettre trimestrielle d'information (4 pages) adressée à nos adhérents, contacts et partenaires d'autres associations.

- Participation à des activités mémorielles communes avec des associations résistantes juives et non juives. Par exemple : commémoration le 27 mai de la journée nationale de la Résistance, cérémonies au Mont Valérien et, le 15 décembre, au Père Lachaise, hommage aux victimes des premières exécutions massives.

- Participation à des colloques sur la Résistance pour rappeler le rôle des résistants juifs au sein de la Résistance nationale.

- Poses de plaques à la mémoire de résistants et de Justes.

- Combat pour l'obtention de la mention "Morts pour la France" aux résistants étrangers.

- Membre des associations organisatrices du Forum Génération au Mémorial de la Shoah.



Capture d'écran d'une des vidéos introductives à l'une des salles du Musée virtuel

Merci Roger !

Roger Hommet, Président de Mémoire Vive depuis 2001, puis co-président jusqu'à notre assemblée générale de mars dernier a souhaité demeurer à notre conseil d'administration, mais ne plus exercer son mandat de Président, empêché par des problèmes de santé. Elu Président en 2001 à notre assemblée générale de Rouen, il a succédé ainsi à Lucien Ducastel, premier président de l'association.



Inauguration d'une stèle en hommage à Robert Pesant, en présence de Juïen Garcia maire d'Etrechy et de Roger Hommet de Mémoire Vive

22 ans à la tête de Mémoire Vive, c'est dire si l'empreinte de Roger marque notre association, notre travail et nos acquis. Son engagement est né de l'histoire tragique que sa famille a vécue durant la Seconde Guerre mondiale. Son frère René est déporté dans le convoi des 45000 et n'est pas revenu d'Auschwitz. Son père est déporté en Afrique du Nord. Sa mère ne survit pas à ces drames. Des décennies plus tard, Roger s'est engagé à Mémoire Vive dès la création de l'association. Son souci de la précision et de l'approfondissement historique, sa pugnacité et sa ténacité, son intérêt pour le travail collectif et le partage de ses connaissances ont fait progresser notre association, son implantation et l'ont engagée dans des actions exemplaires.

Il est impossible de retracer, en quelques lignes les apports de Roger, depuis 22 ans. Citons le remarquable travail mené avec François Legros et son équipe au collège d'Evrecy pour la préparation de plusieurs ouvrages dont « De Caen à Auschwitz ». Son travail de plusieurs mois avec nos amis de Caen (Claude Doktor, Jean-Claude Cimier, Roger Debaize, notamment) pour que soit apposée, sur le mur du « Petit Lycée » une stèle avec le nom de toutes les victimes des représailles des nazis après l'attentat d'Airan. Ce monument et ce qu'il

représente, situé au bord de cette magnifique esplanade de l'hôtel de ville fait aujourd'hui partie intégrante de l'histoire de la ville et c'est le lieu incontournable des commémorations. C'est aussi le travail de Roger et de nos amis caennais qui a permis de faire de Mémoire Vive le partenaire de la ville pour les cérémonies du 27 janvier.

Nous devons également à Roger, de disposer d'une exposition sur l'histoire des deux convois. C'est lui qui a initié, à Bayeux l'idée d'une exposition à partir des biographies des 45000 de la ville. Réalisée avec les moyens du bord, l'idée était là et a été ensuite finalisée dans notre exposition actuelle. Par cette initiative, il a aussi mis en évidence l'importance d'inscrire l'histoire des 45000 et des 31000 dans l'histoire locale. Dans le prolongement, des expositions et initiatives ont également eu lieu à Rouen, dans le Val-de-Marne, à Nanterre, dans l'Aisne.

Roger n'est plus président, mais cela ne l'empêche pas de continuer à travailler. Ce 8 mai 2023, à Etrechy, ville où il réside, a vu l'aboutissement de 2 reconnaissances de son action. Depuis plusieurs années Roger s'est battu pour qu'un hommage soit rendu à Robert Pesant, résistant fusillé au Mont Valérien et ne figurant pas sur le monument aux morts de la ville. Le Maire d'Etrechy a inauguré une stèle qui lui rend hommage et dévoilé une plaque à Germaine Martineau, à l'entrée de l'impasse où elle vécut. L'allocution de Roger illustre bien sa conception de la transmission de la Mémoire : précisions historiques, ancrage local et mise en avant des valeurs qui fondent l'action.

« Il s'agit d'inscrire cette grande résistante dans la mémoire des habitants d'Etrechy. »

Germaine Marineau a 29 ans au sortir de la première guerre mondiale, cette abomination destructrice et inhumaine. Lorsqu'elle comprend qu'une seconde guerre se prépare en Europe, elle s'engage dans l'action pacifiste.

En 1932, elle répond à l'appel du congrès mondial d'Amsterdam à créer des comités de lutte anti-guerre et contre le fascisme. En 1934, alors que l'extrême droite française tente de renverser la République, elle contribue à faire élever le niveau de conscience de cette montée des périls. Elle participe à aider la république espagnole agressée par les dictateurs Franco, Hitler et Mussolini en 1936. En 1940, elle est active

dans les comités féminins de l'Union des femmes françaises avec Germaine Lelièvre de Lardy, Eva Isambert d'Etampes et Odette Dugué de Chamarande. Ces comités s'illustrent aux entrepôts Félix Potin de la rue Daguerre à Paris, en s'appropriant la nourriture réquisitionnée pour l'occupant nazi.

Elle fait signer une pétition qui exige la libération du militant communiste Fernand Mangeant.

Elle héberge des résistants traqués et cache un enfant juif chez elle, au 4 de l'impasse du Gord, ce qui est une activité à grands risques. En 1941, elle reçoit pour mission d'organiser à Etréchy, le front national de lutte pour l'indépendance de la France, qui veut le rassemblement de toutes les résistances. Elle met alors en relation à Etampes, son organisation d'inspiration communiste clandestine et le Mouvement Libération Nord auquel appartient l'abbé Regnault.

Ce dernier se consacre à l'activité de fabrication de faux papiers.

La répression vichyste et nazie s'accroissant, pendant trois ans, elle collecte des fonds pour les familles de déportés ou fusillés, dont celle de Robert Pesant et donne les moyens de vivre aux



mandat les municipalités nommées par Vichy et d'y substituer des Comités de Libération.

Germaine Marineau fera partie du Comité d'Etréchy avec son gendre Pierre Barruet. Le comité se forme en Conseil Municipal élisant maire et adjoints provisoirement. En 1945, les femmes ayant acquis le droit de vote, Germaine Marineau sera élue pour la première fois au Conseil Municipal de notre ville. Après la libération, elle reste sensible aux difficultés des travailleurs et poursuit des activités sociales.

L'installation de cette plaque doit être un rappel constant du danger immense que représente toute

Roger n'est plus président, mais cela ne l'empêche pas de continuer à travailler.

Ce 8 mai 2023, à Etrechy, ville où il réside, a vu l'aboutissement de 2 reconnaissances de son action

clandestins qu'elle cache. Ces sommes collectées sont signées « Maxime Prieto » dans un cahier d'écolier appartenant à Germaine.

Odette Dugué et Germaine Lelièvre prolongent alors leur engagement antifasciste dans la lutte armée au sein des Francs-tireurs et partisans français (FTP). Elles seront arrêtées et emprisonnées puis déportées au camp de femmes de Ravensbrück.

Germaine Lelièvre, meurt peu après son retour des camps en 1945 des suites de traitements inhumains des nazis.

En 1944, le Conseil national de la Résistance demande aux comités locaux, de destituer de leur

politique basée sur le racisme et la xénophobie.

Comme l'écrivaient Marie Claude Vaillant-Couturier, témoin au procès de Nuremberg :

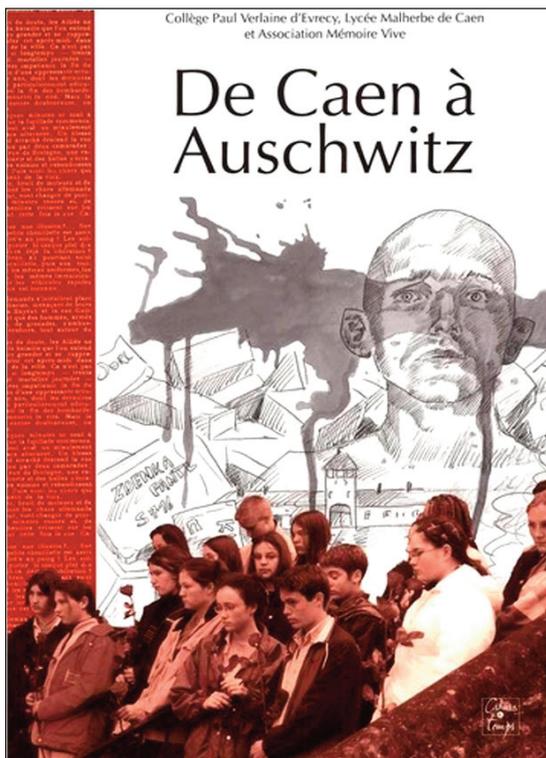
« Lorsqu'une cause nous paraît juste, il faut lutter pour elle, quels que soient les risques pour soi » et Lucie Aubrac : « Protester, c'est la première façon d'être résistant »

Merci Roger pour tout ce que tu donnes à Mémoire Vive et pour tout ce que tu vas continuer à nous apporter !

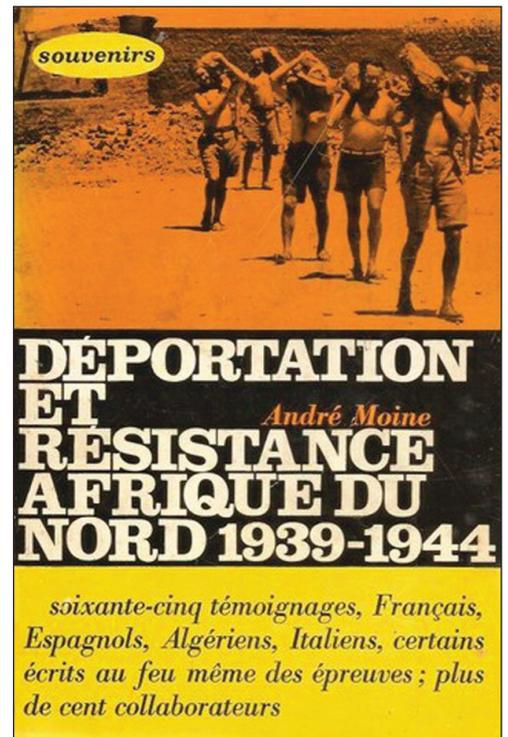
Claudine Ducastel

La bienveillance de Roger !

En 2002 sort *De Caen à Auschwitz*, livre coordonné par l'atelier patrimoine du collège Paul-Verlaine d'Évrecy, initié par mon père François Le Gros, le lycée Malherbe de Caen, dont un des élèves a réalisé le dessin qui orne la couverture et Mémoire Vive. À cette période, j'ai dix-sept ans. Je n'effectuerai pas le voyage à Auschwitz avec le collège.



Ma sœur Mélanie ira à ma place. Je n'arpenterai le camp, en particulier Birkenau, qu'en 2010, muni du précieux témoignage enregistré à Nanterre avec Lucien Ducastel. *De Caen à Auschwitz* m'a fait découvrir Mémoire Vive et une belle galerie de personnages, parmi lesquels Lucien dont je n'oublierai jamais les envolées « *sur notre belle jeunesse de France* », Fernand Devaux, plus mutique en apparence, mais tout aussi déterminé et généreux... et Roger Hommet. Celui-ci, frère de René Hommet, de dix ans son aîné -matricule 45665- sera co-président, avec Yves Jégouzo, de Mémoire Vive. Roger vient du même pays que moi Port-en-Bessin. Il n'a jamais failli pour



l'organisation de la cérémonie place Louis-Guillouard à Caen en hommage aux Calvadosiens déportés et aux « 31000 » arrivées à Auschwitz-Birkenau le 27 janvier 1943. J'ai eu la chance (après un périple dans le RER C) d'être invité chez lui à Étréchy, jolie commune rurale de l'Essonne, manger un délicieux coq au vin. Entre la poire et le fromage, Roger m'a présenté *Déportation et résistance Afrique du Nord 1939-1944* d'André Moine, un ouvrage malheureusement introuvable qui met en lumière la déportation méconnue de milliers d'« indésirables » français et étrangers. Parmi eux, le père de Roger, Charles, natif de Grandcamp-Maisy, militant communiste, qui sera interné à Saint-Sulpice-la-Pointe puis à la redoute de Bossuet, près d'Oran, Algérie.

Cher Roger, je te salue avec ton éternelle moustache et cette bienveillance naturelle dont tu ne t'es jamais départi.

Fraternellement.
Julien Le Gros

Assemblée générale de Mémoire Vive



Allocution de
Lionel Benharous
maire des Lilas
à l'Assemblée Générale
de Mémoire Vive

Le 25 mars dernier, Mémoire Vive a tenu son assemblée générale annuelle aux Lilas, la première en présentiel depuis 3 ans.

Le rapport d'activité 2022 a mis en évidence :

⇒ L'engagement de Mémoire Vive sur des projets partenariaux à forts enjeux mémoriels :

- Le futur musée sur le rôle des femmes dans la Résistance et la déportation dans le cadre du projet urbain sur le site du Fort de Romainville situé aux Lilas. Le Maire des Lilas, venu saluer l'assemblée générale, a fait un point précis sur l'avancement du projet qui entre dans une phase opérationnelle et a exposé sa conception du lieu Mémoriel qui reflètera la richesse et la diversité de l'histoire du

Fort de Romainville pendant la seconde guerre mondiale. Il a annoncé que dès 2023, les graffitis de la Casemate n°17 seront restaurés.

- Le soutien au projet de Musée nouveau du MRN pour un Musée d'audience nationale qui s'appuie sur la richesse d'une collection unique reflétant toute la diversité de la Résistance et un réseau de Musées et associations mémorielles qui compte aujourd'hui 28 associations.

⇒ Le maintien d'une présence locale

- Les commémorations de Caen, Romainville, Montreuil et Tergnier grâce à l'institut d'histoire sociale de la CGT.
- La participation à l'hommage de la ville de Tours à Hélène Fournier

⇒ Une démarche de communication qui repose sur :

- Deux à trois numéros par an de notre bulletin dont le contenu a été diversifié et structuré avec notamment des rubriques stables, un élargissement des sujets traités, le développement d'une réflexion sur la transmission de la Mémoire.
- Un site internet dont l'évolution est l'une de nos priorités pour 2023.
- Une page Facebook dont le contenu et la régularité des publications a progressé mais doit être consolidée.

⇒ La poursuite des recherches historiques sur les convois.

L'assemblée générale a également approuvé les comptes 2022 qui présentent un résultat positif et a largement débattu de 2 motions :

- L'une sur le soutien au projet du Fort de Romainville
- La seconde sur la montée des extrêmes droites et la guerre en Ukraine

Les textes de ces motions sont consultables

sur le site internet de Mémoire Vive : <http://www.memoirevive.org>

Claudine Ducastel

Mémoire Vive a renouvelé son conseil d'administration qui lors de sa première réunion a élu son Bureau. Roger Hommet ayant demandé, pour raisons de santé, à ne plus exercer la fonction de co-président, le conseil a élu :

Co-Présidents :	Claudine Ducastel et Yves Jégouzo
Trésorière :	Josette Marti
Secrétaire :	Catherine Girardon
Secrétaire adjointe :	Solveig Hennebert

Chronique de l'année 1943

Le grand retournement

Cette chronique a pour but de tenter de rapporter les principaux faits de la Seconde Guerre Mondiale, pour mieux comprendre le contexte des événements qui ont entouré la déportation des 45000 et des 31000. L'année 1943 fut celle du retournement de la situation en faveur des forces anti fascistes dans le monde. Les principaux combats, décisifs, se déroulèrent en Russie du Sud et en Ukraine, dont le territoire fut alors presque entièrement libéré à travers de gigantesques batailles. Quelle n'est pas notre tristesse de constater que 80 ans après, pour la première fois sur le sol européen depuis la fin de cette tragédie, un pays, la Russie, qui a pourtant tellement souffert, en attaque un autre, l'Ukraine, qui elle aussi a tant souffert, pour lui nier le droit à l'existence et au régime qu'elle s'est démocratiquement choisi.

L'année 1942 a vu dans le monde les forces fascistes atteindre leur point d'extension militaire maximale avant d'y subir partout des défaites décisives dont la principale est la bataille de Stalingrad, véritable tournant de la Seconde Guerre Mondiale. Mais l'Allemagne est toujours maîtresse de l'Europe continentale. Le nouveau rapport de force va l'entraîner à accentuer encore pillages et barbarie, d'autant plus que la Résistance se renforce et sait que le vent a tourné.

En France la population reste majoritairement acquise au régime de Vichy, considéré comme un moindre mal. L'occupation allemande, qui s'est étendue à la zone sud, semble incontournable. Les bombardements alliés destructeurs sur les villes et les industries, exploités par la presse, font craindre le pire. Les forces collaborationnistes se radicalisent, avec la création de la milice,



qui va mener une répression de plus en plus féroce. L'occupant impose le Service du Travail Obligatoire qui permet de réquisitionner des centaines de milliers de jeunes français pour les envoyer travailler à l'effort de guerre en Allemagne. Mais ceux qui refusent alimentent les maquis qui se mettent en place un peu partout dans les montagnes et les campagnes. Et l'augmentation des prélèvements sur une économie française déjà exsangue mécontente sourdement une population soumise à un rationnement de plus en plus sévère. A Paris une vie intellectuelle contrainte survit, parfois complaisante, mais bien bordée par la censure. À Vichy, Pétain et Laval se détestent mais Laval à la faveur des Allemands. Il est fidèle à sa politique de collaboration, cédant à toutes leurs exigences, tout en quémandant des contreparties. La collaboration dans la répression de la

Résistance et les persécutions contre les juifs fonctionnent sans état d'âme. Les Allemands font détruire le quartier du vieux port de Marseille.

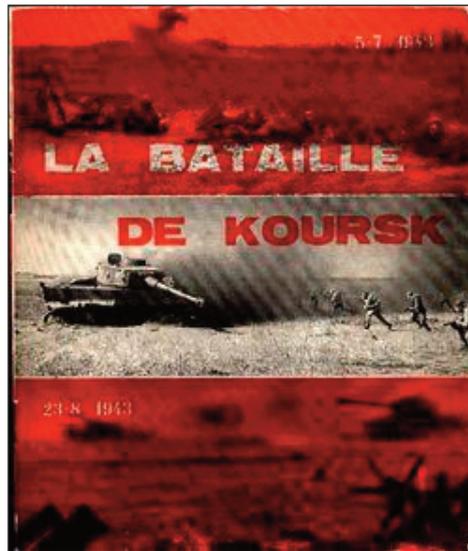
Mais la Résistance, bien que très minoritaire, imprime sa marque et jouit de nombreuses complicités et sympathies, renforcées par la tournure prise par les événements. Tracts, journaux circulent sous le manteau, mais aussi sabotages et assassinats d'Allemands ou de collaborateurs. Jean Moulin tente de l'unifier, mais est capturé et meurt sous la torture. La répression à tous les niveaux est féroce à travers exécutions et déportations et il faut beaucoup de courage à ceux qui s'engagent. " Ici, nous, vois-tu, nous on marche et nous on tue, nous on crève " entonne le Chant des Partisans. Le 24 Janvier 1943 partent pour le camp d'Auschwitz dans des wagons plombés 230 femmes qui n'avaient pas accepté la défaite, l'occupation, la servilité, le racisme. Elles découvrent l'horreur à leur arrivée et pénètrent dans le camp en chantant la Marseillaise. Quelques mois plus tard les trois quarts auront disparu, alors que la plupart des hommes qui les ont précédées ont aussi déjà disparu. Elles seront témoins de l'immense entreprise de destruction du peuple juif. En 1943, en France, 17 000 hommes femmes et enfants juifs sont raflés et déportés, 400 seulement reviendront dont aucun des 1500 enfants.

La Résistance s'organise aussi à l'extérieur du territoire. Le Parti Communiste rejoint la France Libre à Londres. L'Afrique du Nord est libérée mais reste solidement sous emprise coloniale. De Gaulle est affublé un temps par Roosevelt du général Giraud, mais il prend bientôt le dessus comme chef du Comité Français de Libération Nationale. La Corse est libérée. L'avenir se prépare. La CGT est réunifiée. Le Conseil National de la Résistance, regroupant toutes les forces politiques et syndicales hostiles au régime de Vichy se met en place et commence à bâtir son programme pour l'après-guerre.

Toute l'Europe occupée est concernée et à l'Est, les conditions sont bien plus sévères. La Pologne sur le territoire duquel se trouvent les principaux camps d'extermination doit être détruite en tant que nation, et elle est le pays où la mort sera proportionnellement la plus importante. Pire encore dans les territoires occupés de l'Union Soviétique où partisans et Wehrmacht se livrent une lutte sans merci.

La Conférence alliée de Casablanca acte la reddition sans condition des pays fascistes. La Conférence de Téhéran coordonne les actions militaires entre les trois grands (Churchill, Roosevelt et Staline), dont le débarquement. Elle commence à jeter les bases de l'après guerre avec la création de l'ONU.

Début 1943 à Stalingrad, ce qui reste de la puissante 6^e Armée encerclée capitule, tandis que la Wehrmacht évacue en toute hâte le Caucase. Adieu les pétroles de Bakou. Même si elle inflige en retour une défaite aux éléments avancés de l'Armée Rouge, le constat est sans appel : la France ne peut plus gagner la guerre. Dans un discours fanatique prononcé à Berlin, Goebbels promet la guerre totale. Les conséquences vont s'en faire sentir sur le camp d'Auschwitz. Comprenant qu'ils ne tirent rien de leurs esclaves affamés, les nazis vont en améliorer l'ordinaire et la mortalité va considérablement chuter, ce dont les 45000 et 31000 survivants vont désormais bénéficier. Contrepartie cynique, les convois qui arrivent sur le camp sont intégralement assassinés et brûlés, il n'y a plus à remplacer. Ils sont juifs polonais, Russes, Ukrainiens, Grecs, Français, Allemands, Belges, Hollandais, tziganes, familles entières arrachées à leur foyer ou à leur misérable ghetto pour un destin impitoyable. En Avril 1943 le ghetto de Varsovie s'insurge, mais le combat est inégal et il est rasé. Comment une telle haine a pu se déchaîner contre des innocents inoffensifs sans jamais faiblir ni manquer de moyens ?



Les deux états-majors préparent la campagne d'été. Hitler se décide à attaquer le saillant de Koursk et à y détruire les nombreuses armées qui y sont stationnées. Il rassemble tous les moyens disponibles. Mais les Soviétiques comprennent son intention. L'offensive est arrêtée par une puissante défense en profondeur, puis l'Armée Rouge lance deux contre-offensives victorieuses. Là aussi, le constat est sans appel. L'attaque allemande la mieux préparée a été arrêtée en quelques semaines, et ce sont maintenant les Soviétiques qui sont à l'offensive stratégique, en plein été. La guerre est définitivement perdue. Mais les nazis sont allés trop loin pour espérer quoi que ce soit. Puis l'Armée Rouge franchit le Dniepr et libère Kiev. Au Nord, le blocus de la cité martyre de Leningrad est enfin levé, tandis qu'au centre une série d'opérations permet de reprendre la cité de Smolensk, mettant ainsi définitivement Moscou à l'abri de tout retour offensif. Ces gigantesques batailles ont définitivement épuisé la Wehrmacht. Staline pense déjà à Berlin.

En Afrique du Nord les troupes germano-italiennes prises en étau entre Britanniques et Américains prennent

le chemin de la captivité. Puis les alliés débarquent en Sicile et dans le sud de l'France. Le grand conseil fasciste démet Mussolini mais Hitler le fait délivrer et son armée prend la relève des Italiens démotivés. Sur un terrain facile à défendre, elle retarde considérablement la progression alliée.

Dans l'Atlantique, la Royal Navy prend l'ascendant sur les sous-marins de la Kriegsmarine. Hommes et matériels américains arrivent en masse sur le sol britannique, mais le débarquement n'est pas pour 1943. Dans les airs, la Luftwaffe ne peut plus empêcher les raids massifs des bombardiers alliés sur ses industries et ses cités, dont les habitants connaissent désormais eux aussi l'horreur de l'écrasement sous les bombes et les incendies. La France n'est pas épargnée. Goebbels peut toutefois se rassurer en montrant une carte de l'Europe continentale toujours soumise quasi intégralement à l'occupation allemande. Il oublie simplement de mentionner que dans le sud de l'Union Soviétique le recul atteint presque 2000 km.

En Asie, une partie importante de la Chine est occupée par les Japonais, qui sont bloqués aux portes de l'Inde et de la Birmanie. Dans le Pacifique, après la bataille de Midway, l'aéronavale américaine a pris l'ascendant sur sa rivale nipponne, mais l'océan est immense et les américains doivent se rapprocher de l'archipel en sautant d'île en île, au prix de combats sanglants dans un environnement difficile.

Aux Etats Unis, averti par Einstein, Roosevelt a lancé un projet ultra secret, nom de code Manhattan, destiné à mettre au point l'arme atomique, point d'orgue des capacités de destruction de l'humanité.

Dans le camp d'Auschwitz les 45000 et les 31000 qui ont survécu à l'horreur des premiers mois savent que le vent a tourné. Mais le front est encore loin et ils sont toujours témoins de la terrifiante tragédie qui frappent les peuples juifs et tziganes sans désespérer, et que seul le reflux des armées nazies battues pourra arrêter. En Europe et dans le monde l'espoir a changé de camp, mais le prix du sang à payer pour en finir avec la barbarie sera très élevé.

Pierre Odru

1943 : le soulèvement du Ghetto de Varsovie

En France, environ 76000 personnes juives (dont plus de 11000 enfants) ont été déportées dans le cadre du génocide des juifs perpétré par les nazis et leurs collaborateurs. Parmi ces personnes déportées, principalement vers le camp d'Auschwitz-Birkenau, seules environ 3000 ont survécu. Ces chiffres, ou plutôt ces histoires, sont déjà tragiques, mais pourtant elles ne représentent qu'une petite partie de l'ampleur du génocide en Europe. L'année 1942 fut particulièrement meurtrière dans la mise en place du génocide, avec l'expansion des centres de mises à mort¹ à l'Est, sur le territoire polonais. Ces lieux d'assassinat² ont notamment été construits contre les populations juives de Pologne, et notamment les communautés de Varsovie et de sa région. Les personnes de ces communautés ont été internées dans le ghetto dès l'année 1940. Dans cet article, nous proposons de commémorer les 80 ans du soulèvement du ghetto contre les déportations, assassinats et persécutions, mais aussi la disparition de la majorité des 450000 personnes qui y ont été incarcérées avant d'être tuées.

Le ghetto de Varsovie représente 2,4% de la superficie de la ville et pourtant rassemble l'ensemble des juifs de la ville, soit 1/3 de la population. Ces premiers chiffres vertigineux ne permettent pourtant pas d'appréhender la réalité de la violence de la (sur)vie dans le ghetto. Le lieu est emmuré (les juifs sont contraints de construire le mur eux-mêmes) mais pas soustrait à la vue des habitants non-juifs de la ville. En effet, un tramway (« protégé » de chaque côté par des murs) traverse le ghetto et le soumet au regard des voyageurs. A l'intérieur, les personnes sont en moyenne 6 à 7 dans la même pièce, et ne peuvent pas travailler, en dehors des travaux forcés dans certaines usines. Privées de ressources, interdites de sortie, les personnes sont soumises aux rations alimentaires qui représentent environ 10% des apports minimum par personne. Ces conditions extrêmes, imposées par les nazis dans le cadre de leur politique génocidaire, conduisent à la mort de 80000 personnes dans le ghetto, avant même la déportation et les assassinats

de masse. Les premiers convois vers Treblinka ont lieu dès juillet 1942, et Adam Czerniaków, le président du Judenrat³, se suicide pour ne pas participer à la constitution des listes.

Cependant en dépit de ces conditions extrêmement violentes, les personnes juives enfermées dans le ghetto maintiennent des publications de journaux,⁴ des activités culturelles, politiques, universitaires... Raconter l'histoire du génocide ne doit pas s'arrêter aux « chiffres », mais doit au contraire raconter des vies, des actes de résistance, pour que les vies ne se résument pas à leur fin. Ainsi, dans le ghetto certains maintiennent une forme d'université de médecine pendant de longs mois, des artistes continuent de créer des œuvres et mettent en place un orchestre symphonique au sein même du ghetto. Les organisations politiques, de jeunesse ou non, sont toujours actives, et seront centrales lors de l'insurrection en 1943. Des associations mettent aussi en place des actions sociales : soupes populaires, prise en charge des orphelins, collectes de vêtements, aide médicale, écoles clandestines...

L'histoire du ghetto, les activités des personnes, les difficultés, les violences et persécutions subies sont particulièrement documentées grâce au travail de l'historien Emmanuel Ringelblum et de ses soutiens. En effet, ceux-ci ont constitué des archives secrètes pour garder des traces des communautés juives de la région. Cachées dans le ghetto, elles ont été retrouvées après la guerre, mais la plupart des membres du collectif ont été assassinés à Treblinka entre 1942 et 1943. Ils collectent des informations sur l'ensemble des éléments officiels ou clandestins dans le ghetto : « Un important fonds de documents officiels est réuni, significatifs de l'aggravation continue de la persécution : annonces des autorités d'occupation, formulaires, cartes d'alimentation, cartes d'identité, cartes de logement ou certificats d'embauche, jusqu'à des imprimés les plus divers, comme les emballages de produits fabriqués au sein du ghetto »⁵. Ils prévoient même la publication d'un

(1) Aujourd'hui, nous parlons de centres de mise à mort plutôt que de camps d'extermination car par définition ce n'étaient pas des camps. En effet, la quasi totalité des personnes qui arrivaient étaient assassinées sur le champ dans des chambres à gaz. Les très rares personnes qui n'étaient pas tuées dès leur arrivée, entraient dans le Sonderkommando. De plus, y compris parmi eux, il y a eu très peu de survivants.

(2) Nous préférons ici parler d'assassinat plutôt que d'extermination pour rendre leur humanité aux victimes. Dans le langage courant, bien souvent nous parlons d'extermination à propos de nuisibles, et l'appliquer aux victimes des génocides nous semble problématique.

(3) Conseil des juifs, créé par les nazis pour disposer d'une « administration » locale. Celle-ci était en charge de veiller à la mise en œuvre des règlements nazis mais aussi de fournir des services à la population enfermée. Les membres étaient soumis à des dilemmes inimaginables. Nombre d'entre eux ont aidé la Résistance et participé à des actions de sauvetage.

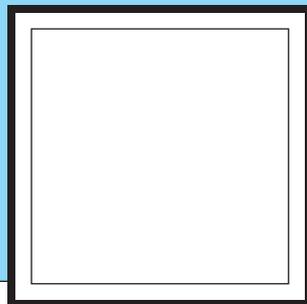
(4) On recense jusqu'à 47 titres de presse, dont la majorité est produite par des organisations politiques.

(5) <https://www.memorialdelashoah.org/upload/minisites/ringelblum/shoah/exposition/le-collectif-oyneg-shabbes.htm>

ouvrage collectif, mais sont stoppés par le début des déportations massives au cours de l'été 1942.

Celles-ci, surnommées parfois « grande déportation », débutent le 22 juillet 1942. Les SS font reposer les arrestations sur leurs supplétifs qui ont des quotas quotidiens à respecter pour constituer les convois. Cette première vague se termine le 21 septembre 1942, en deux mois plus de 280000 personnes ont été déportées et assassinées à Treblinka. Officiellement seules 36000 personnes sont encore vivantes dans le ghetto, mais entre 20 et 25000 autres y sont encore cachées clandestinement. C'est dans ce contexte que se constitue une branche armée de la résistance juive, l'Organisation juive de combat (OJC), créée le 28 juillet 1942.

Les nazis prévoient de « liquider » le ghetto au cours du mois de janvier 1943, mais doivent arrêter l'« aktion » face à la résistance, et au fait qu'une partie des survivants du ghetto se cachent dans des souterrains. Cependant sur ordre d'Himmler les actions pour rassembler et déporter les personnes juives encore vivantes dans ghetto reprennent le 19 avril 1943. Cette date est restée célèbre et est encore commémorée par de nombreuses communautés juives comme le jour du soulèvement du ghetto de Varsovie, dirigé entre autres par Mordechaï Anielewicz. Le premier jour, le général SS en charge de l'assaut déclare la mort de 12 hommes, tués par la résistance pourtant faiblement armée. Les hommes et les femmes de la résistance ont en effet eu des difficultés à obtenir des armes, des munitions, du matériel en raison des réticences des résistances non-juives (et souvent antisémites) qu'ils contactaient.



Légende carré blanc :

La majorité des images du Ghetto de Varsovie, sont des images de propagande nazie que nous ne souhaitons pas reprendre ici.

Ces photos sont bien sur essentielles à la compréhension historique mais il ne nous semble pas pertinent de les mobiliser dans le cadre d'un article en hommage aux personnes juives du Ghetto de Varsovie.

Nous avons donc choisi d'illustrer l'article par un carré blanc permettant de visibiliser ce choix.

Forcés à la retraite dans un premier temps, les forces nazies et polonaises reviennent cependant rapidement et incendient les immeubles un à un prenant au piège les personnes encore présentes dans le ghetto. Bien que le plus gros de la résistance ait été tué rapidement, de nombreux groupes continuent le combat jusqu'au 16 mai, jour de destruction de la grande synagogue de Varsovie. Selon le commandement nazi, 7000 personnes ont été tuées pendant le mois de combat et plus de 56 000 personnes ont été capturées. Parmi des dernières, 7 000 sont assassinées à Treblinka et environ 42 000 sont déportées à Lublin/Majdanek ou dans des camps de travaux forcés.

Ce soulèvement est une histoire de résistance dont la rumeur arrivée dans certains camps, ou autres ghettos a inspiré d'autres révoltes. Les déclarations des insurgés sont encore reprises aujourd'hui et frappent par leur force à l'instar de ces mots de Arie Wilner : « Nous ne voulons pas sauver notre vie. Personne ne sortira vivant d'ici, nous voulons sauver la dignité humaine ». De rares militants survivent en s'échappant par les égouts. C'est le témoignage de Simhah Rotem qui raconte avoir pu organiser la sortie de certains combattants après avoir été missionné pour trouver une sortie par la direction de la résistance. Il aide notamment Zivia Lubetkin et son bataillon à sortir du ghetto dans les derniers jours des combats. Ils continuent la résistance dans la zone « aryenne »⁶ et participent au soulèvement de Varsovie.

Commémorer le 80^e anniversaire de la fin du ghetto de Varsovie nécessite de raconter tant les souffrances, les violences mais aussi les résistances. Ces histoires, qui ne sont pas que des chiffres, aussi terribles soient-ils, doivent être racontées dans leur pluralité pour rendre hommage à la réalité des vies et des morts des juifs enfermés dans le ghetto de Varsovie. Cela permet non seulement de ne pas s'arrêter à la mort des victimes, mais au contraire de voir la vie des personnes. Ce travail est également nécessaire pour sortir de l'image selon laquelle les juifs se seraient laissés « mener à l'abattoir ». Des actions sociales à la résistance armée, en passant par les événements culturels et les collectes d'archives, les juifs n'ont pas été passifs.

S.H.

(6) L'usage de ce mot renvoie aux distinctions opérées par les nazis entre le ghetto et les zones dites « aryennes », c'est-à-dire sans juifs. Les rescapés du ghetto reprenaient ces termes dans leurs témoignages pour souligner qu'ils n'y avaient pas leur place, mais aussi les difficultés liées à cette exclusion.

Lettres de fusillés - Fernand Zalkinow

« Les Zalkinow crurent trouver en France la sécurité, la liberté et l'égalité. Ils y subirent la guerre, l'antisémitisme et la répression de l'occupant aidé par le gouvernement collaborateur de Pétain »

L'ONAC et son équipe du Mémorial du Mont-Valérien et le Musée de la Résistance nationale, avec l'appui de la famille de Fernand Zalkinow, ont réalisé un ouvrage sur l'engagement de Fernand Zalkinow, jeune homme brillant, passionné de littérature, membre des premiers « Bataillons de la jeunesse », fusillé au Mont Valérien à 18 ans.

Cet ouvrage écrit par Thomas Fontaine, historien, directeur de projets du Musée de la Résistance Nationale est riche de documents publiés pour la première fois, grâce à la famille de Fernand Zalkinow.

Né dans une famille juive d'origine russe et polonaise, athée, communiste, Fernand Zalkinow décide d'entrer dans la lutte armée dès l'été 1941. Il participe à l'attentat du métro Barbès, premier coup d'éclat de la lutte armée du parti communiste en France occupée, après l'occupation de l'Union soviétique par l'armée nazie. Très vite, il devient l'adjoint de Gilbert Brustlein qui est à la tête du plus important des 3 premiers groupes des Bataillons de la Jeunesse. Le 21 octobre à Nantes, les Bataillons organisent un deuxième attentat. Gilbert Brustlein tue le Feldkommandant HOTZ et à Bordeaux est abattu un conseiller d'administration militaire allemand. La répression est immédiate et les Allemands ont dès le 22 octobre exécuté 48 otages à Chateaubriant, Nantes et Paris. La police française, à partir de Nantes, va remonter la piste des « Bataillons ». Fernand est arrêté par la police française le 30 octobre. Il résiste et tente de s'enfuir sans succès. Dans la nuit, les policiers amènent au quai des Orfèvres plusieurs membres des familles des combattants des bataillons dont la sœur et les parents de Fernand arrêtés chez eux.

Lors de son interrogatoire, Fernand Zalkinow refuse de « donner des renseignements qui peuvent permettre d'arrêter ceux qui m'ont dirigé dans cette affaire », mais assume totalement « sa participation à certains attentats ». La majorité des membres des groupes armés communistes sont remis aux allemands par la police française, pour être jugés et condamnés à mort. Fernand Zalkinow et ses compagnons, sont jugés lors d'un procès spectacle qui a lieu à l'Assemblée nationale : « un jugement pour rire » dit-il dans une lettre à sa sœur : « Les dorures dans la salle

du tribunal comme les barreaux à la fenêtre de la cellule. Les mots que j'entendais, il me semble que c'étaient des mots connus d'avance et sans valeur réelle, des mots simplement. Je n'ai ressenti aucune émotion. Cela ressemblait un peu à un examen ou à une distribution de prix mais j'aurais été plus troublé. (...) Il me semble que ces derniers jours ont été un rêve ». Le tribunal condamne à mort les 7 accusés, le verdict fait notamment la Une sur deux colonnes centrales du Petit Parisien du 7 mars indiquant que « Les sept terroristes communistes révèlent ce que fut leur activité criminelle ». Fernand et ses 6 compagnons sont exécutés au Mont Valérien le 9 mars 1942.

Le jour de son exécution, il écrit à sa sœur : « Depuis que je suis ici, j'ai beaucoup regardé en moi. Je me suis rendu compte que malgré mes défauts et j'en ai pas mal, je n'étais pas si mal taillé que cela et j'aurais pu faire un homme passable. »

La famille Zalkinow est décimée en quelques mois. L'arrestation de cette famille est la conséquence de la traque de Fernand et de leur adhésion à la cause communiste. Leur parcours relève des différents volets de la politique de répression : les deux dimensions de la politique des otages et le génocide des juifs d'Europe.

Quelques heures après l'arrestation de Fernand sa sœur et ses parents sont arrêtés :

Rachel d'abord incarcérée à la santé puis aux Tourelles, est déportée dans le 3^e convoi d'otages juifs du 22 juin 1942. Naïm Zalkinow, père de

*Né dans une famille juive d'origine russe et polonaise,
athée, communiste,
Fernand Zalkinow décide d'entrer
dans la lutte armée dès l'été 1941*

Fernand arrêté comme « parent de criminel » est fusillé au Mont-Valérien le 11 août 1942. Ce sont 88 hommes dont 13 « parents de criminels en fuite » qui sont fusillés ce jour là au Mont-Valérien. Hanna mère de Fernand est classée durant l'été 42 comme détenue juive. Elle est déportée le 23 septembre 1942 à Auschwitz-Birkenau et y disparaît comme sa fille Rachel.

Raymond, époux de Juliette arrêté quelques jours après Fernand et interné à Compiègne Royallieu

dans la partie du camp réservée aux otages communistes. Il part à Auschwitz-Birkenau dans le convoi du 6 juillet 1942 dit des 45000.

Juliette arrêtée quelques jours après ses parents et sa sœur Rachel est déportée à Sobibor le 25 mars 1943, elle est gazée dès son arrivée.

Claudine Ducastel

Cet ouvrage est passionnant et très touchant parce qu'il entrelace faits historiques et documents qui montrent l'enthousiasme de l'engagement et à la fois la maturité, la responsabilité, mais aussi la jeunesse et l'inexpérience de ces jeunes hommes.

Il valorise l'humanité de leur engagement et montre au travers de la répression de la famille Zalkinow toutes les dimensions de la politique de répression des nazis.

Lettres de fusillés

FERNAND ZALKINOW

« Les hommes meurent, mais la vie, elle, demeure toujours triomphante »

9 mars 1942



Éditions Ouest-France
Mémorial du Mont-Valérien
Musée de la Résistance nationale

Fernand Zalkinow

Thomas Fontaine

Editions Ouest France

Courriel pour commander :

museedelaresistancenationale.sg@gmail.com

10 euros + 2 euros de frais d'envoi

chèque à l'ordre du :

Musée de la Résistance nationale

à envoyer à :

Yves Jégouzo

16 cour Débille

75011 Paris

Cérémonie du 22 janvier 2023

Romainville - Les Lilas

Comme chaque année, par ce froid matin du 22 Janvier 2023, les municipalités de Romainville et des Lilas ont rendu un vibrant hommage au convoi de femmes qui partit le 24 Janvier 1943 du Fort de Romainville pour le camp d'extermination nazi d'Auschwitz-Birkenau où elles furent immatriculées 31000. Cette année fut particulièrement commémorée, car elle correspondait au 80^e anniversaire de leur déportation et à l'inauguration d'une rue Madeleine Odru, face au Fort, où toutes avaient été emprisonnées avant leur départ.

La cérémonie débute devant la statue de Danielle Casanova à Romainville par une prise de parole de Kevin Cohen, conseiller municipal en charge de la mémoire. Il cite Danielle Casanova "Toutes les femmes sont admirables, jamais nous ne baisserons la tête". Après une réception dans la mairie, les nombreux participants se déplaçaient au Fort de Romainville situé aux Lilas. Sous la conduite de Christian Lagrange, qui remerciait aussi Thomas Fontaine du MRN pour sa collaboration, y intervenaient Yves Jegouzo pour Mémoire Vive, François Dechy, maire de Romainville, Lionel Benharous, maire des Lilas et Emmanuel Yborra, sous-préfet, en présence de Mr Daniel Guiraud, vice-président du Conseil départemental.

Tous rappelaient les tragiques circonstances qui avaient très tôt guidé le courageux engagement de ces femmes dans la Résistance, leurs parcours, leur diversité. Une majorité était dans la mouvance du PCF clandestin, d'autres étaient gaullistes ou avaient secouru des Juifs, ou s'étaient engagées par pure éthique. Elles avaient refusé la défaite, l'occupation, le racisme, l'humiliation. Arrêtées par les Allemands et la police française, elles avaient été regroupées dans ce Fort de Romainville, où elles avaient appris à se connaître et où elles forgèrent la profonde solidarité qui allait leur permettre d'affronter la terrible épreuve qui les attendait et pour certaines de survivre. Le 24 Janvier 1943, elles partaient dans des wagons plombés et découvraient à leur arrivée l'horreur indicible. Elles franchirent les portes du camp de Birkenau

en chantant la Marseillaise, ce qui restera dans la mémoire du camp. Destinées à disparaître dans le plus grand complexe de mort nazi, elles furent témoins de la terrible catastrophe qui frappait les peuples juif et tzigane. Quelques mois plus tard par la faim, le froid, la maladie, les coups des bourreaux, elles ne seront plus que 70 sur 239. Les 49 qui sont revenues participèrent à la reconstruction de la République et du pays, dans la diversité de leurs engagements et de leurs parcours de vie et en fonction de leur état de santé. Elles militèrent pour la mémoire de la déportation et pour que de telles horreurs jamais ne se reproduisent.

« Face à la montée des idéologies xénophobes, racistes et antisémites, nous devons prendre le relai et nous devons affirmer les valeurs humaines, l'universalité des droits de l'Homme, les humains partagent avant tout une même communauté de droits » conclut Yves Jegouzo. Puis François Dechy remémore le parcours et l'engagement de plusieurs d'entre elles. Lionel Benharous rappelle l'attachement de la ville des Lilas à faire du Fort de Romainville un lieu de mémoire des



Christian Lagrange

femmes dans la Résistance, mais aussi que la guerre reprend en Europe en Ukraine, éveillant de tristes souvenirs. Emmanuel Yborra souligne qu'aujourd'hui des Français combattent et meurent toujours dans le monde pour lutter contre l'obscurantisme.

La cérémonie se déplace ensuite pour l'inauguration de la rue Madeleine Odru située juste en face le Fort. Lionel Benharous, dans un discours enflammé, puis sa fille Annick Odru retrace sa vie et son engagement. Fille d'une famille républicaine de Seine Maritime, institutrice, elle s'engage politiquement très tôt dans la lutte contre le fascisme. Résistante de la première heure, combattante, arrêtée, torturée, à l'isolement en cellule, elle tente de s'évader avant d'être emprisonnée au Fort de Romainville et de participer à l'intense solidarité qui allait lier ces femmes jusque dans l'enfer d'Auschwitz où elle eut la chance de survivre.



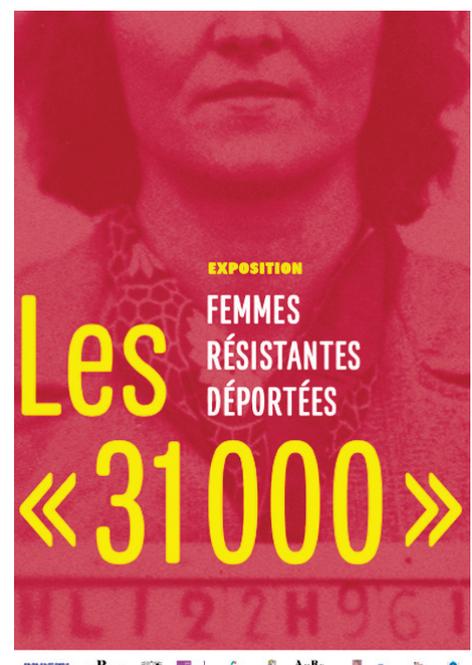
Thomas Fontaine
directeur de projet
du MRN

« Madeleine Odru nous a quittés il y a 11 ans, presque jour pour jour, le 17 janvier 2012. Et c'est à elle, la bâtisseuse, la militante, la courageuse, la Résistante, la femme de convictions et de valeurs, la femme d'engagement, à elle ce formidable exemple qui doit inspirer nos générations et les suivantes, que nous rendrons hommage en donnant, dans quelques minutes, son nom, à la rue qui mène à l'entrée de ce Fort » intervient Lionel Benharous ; puis la citant : « je suis l'une des dernières survivantes de ces moments terribles. Je me dois de témoigner. En rentrant des camps, nous pensions avoir vécu le pire. Nous rêvions. Il faut dire aux jeunes que cela peut arriver à nouveau. Vous êtes responsables de votre avenir et de l'avenir de l'Humanité ». Il conclut en assurant que les enfants pourront bientôt visiter le Fort de Romainville, qui deviendra Mémorial National dédié aux femmes dans la Résistance et la Déportation.

Après être revenue sur le parcours de jeunesse et de résistante de sa mère, Annick Odru évoque la solidarité qui avait uni ces femmes devant l'horreur : « Il fallait qu'au moins une d'entre elles puisse en sortir vivante et raconter, même si on ne la croira pas ». Puis son retour en France et son engagement militant et familial « Comme beaucoup de ses compagnes, Madeleine avait trop vu la mort, la misère, les profiteurs de guerre, elle avait trop conscience des causes de ces guerres pour rester tranquillement chez elle. Dès son retour, elle reprend la lutte pour la Paix, pour le droit des femmes, pour la justice sociale en militant dans différents mouvements ». Elle rencontre Louis Odru, futur député de Montreuil, avec lequel elle donnera la vie à deux enfants, elle qui avait tant vu donner la mort. Puis à la fin, avec Mémoire Vive, elle donne son temps pour montrer que, à présent aussi, l'action et l'engagement sont nécessaires pour faire face aux enjeux actuels, et qu'il n'y a pire fléau que l'ignorance et le laisser-faire. Elle explique, que l'exclusion

sociale, le nationalisme sont les ferments des conflits à venir. « Si on ne retient que nos souffrances, alors nous aurons fait tout cela pour rien » disait-elle. Annick Odru souligne l'exemplarité du combat de ces femmes pour toutes et tous, notamment pour les plus jeunes, afin de lutter, aujourd'hui, contre les discours de l'extrême droite qui prônent l'exclusion, contre la régression sociale et pour la liberté. Elle conclut en remerciant vivement les municipalités de Romainville et des Lilas pour leurs actions constantes afin d'inscrire la mémoire de ce lieu dans l'histoire.

Madeline Dasilva adjointe au maire en charge du droit des femmes intervient ensuite pour rappeler que leur combat continue toujours. Puis des élèves de classes de primaire lisent et commentent des textes de Madeleine Odru, notamment sa tentative d'évasion. Suit la lecture d'un poème de Marianne Kohn, résistante allemande. Enfin, les élus dévoilent la plaque.



La matinée se termine par la visite de la très belle exposition sur les 31000 préparée par le Musée de la Résistance Nationale dans une école à proximité. Cette exposition a ensuite été déménagée dans le préau de la Mairie des Lilas où plusieurs classes en firent la visite, animée par Mr le Maire des Lilas et par des membres de Mémoire Vive. Elle se déplace actuellement dans plusieurs collèges et sera exposée pendant le mois de mai sur les grilles du square de la mairie de Montreuil, inaugurée pour le jour de la Déportation, à côté de la plaque de Danielle Casanova.

Pierre Odru

Mémorial des Déportations de la ville de Marseille

Le 27 avril 1995, année du 50^e anniversaire de la Libération des camps, le « Mémorial des Camps de la Mort » fut inauguré à Marseille par Robert Paul Vigouroux, alors maire de la ville.

Symboliquement, le bâtiment choisi fut un ancien bunker-lazaret construit sur ordres des occupants allemands présents à Marseille depuis le 11 novembre 1942. D'une capacité de 350 places, il était destiné à servir d'abri-infirmerie pour la Kriegsmarine, la marine de guerre alors stationnée sur le Port et les Iles du Frioul, zones militaires très protégées.

Le Mémorial est à sa création un lieu de recueillement et de transmission de la mémoire de l'Occupation à Marseille, dédié aux victimes et aux combattants du nazisme et du régime de Vichy.

Le Maire dira lors de l'inauguration : « *Je désire qu'en cette ville s'ancre à jamais la mémoire de l'atroce, de l'inhumain vécus par une génération... Mort programmée et scientifiquement organisée* ».

Après plusieurs années de travaux dues notamment à la construction du musée du Mucem, le mémorial réouvre ses portes en 2019 sous un nouveau nom : Le « Mémorial des déportations ». Avec la réouverture du musée, sa scénographie et sa thématique ont évolué s'orientant vers un lieu de mémoire dédié à la fois à la déportation des juifs de la Shoah et aux déportations liées aux répressions politiques en direction des opposants au régime nazi.

Mémorial des déportations de la ville de Marseille
Avenue Vaudoier, 13002 Marseille
Du mardi au vendredi : 11h à 18h
Samedi, dimanches et vacances scolaires : 9h à 18h
Fermé entre 12h et 13h30
Entrée gratuite
Site : <https://musees.marseille.fr/memorial-des-deportations-0>



urnes contenant la terre provenant
de 12 camps de concentration et
6 centres de mise à mort

Sur trois étages, ce Mémorial nous livre notamment avec beaucoup de films documentaires, ce que Marseille fut. C'est-à-dire une ville-refuge de la zone non occupée, une ville transit, une ville détruite, une ville portuaire stratégique.

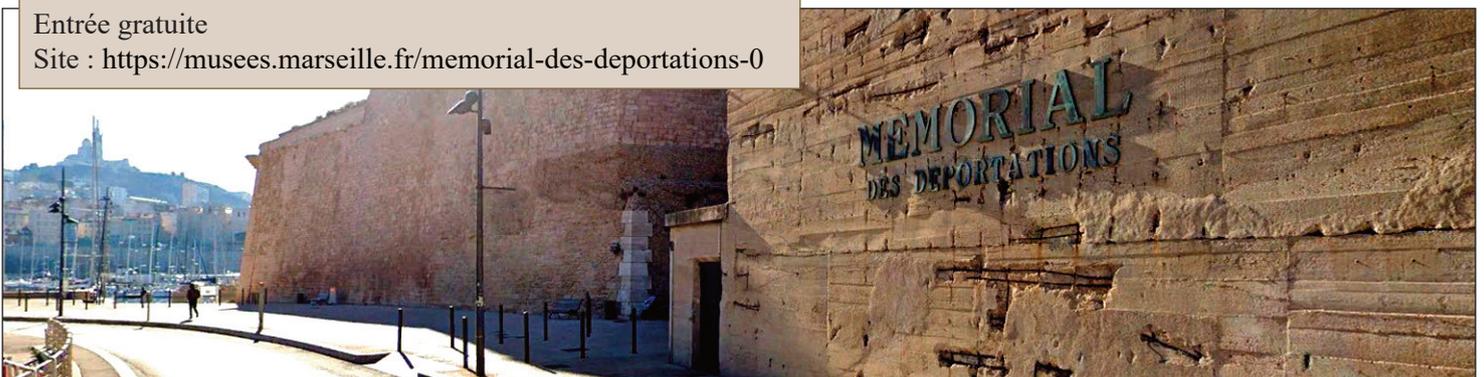
On nous raconte l'histoire d'un quartier détruit, de familles expulsées et internées. De rafles. De collaboration entre le gouvernement de Vichy et les nazis. Mais aussi et surtout de résistance.

C'est un lieu de mémoire surprenant, à la scénographie intelligente et sensible, témoin des politiques de répression et de persécution mises en œuvre à Marseille durant la seconde guerre mondiale.

Au moment où les derniers témoins disparaissent, ce Mémorial donne une large place aux récits, à l'expérience vécue, à la parole des victimes au travers de films, de témoignages écrits, de parcours de déportations.

Plusieurs expositions selon les périodes, avec également au dernier étage, deux espaces de recueillement présentant des urnes contenant de la terre provenant de 12 camps de concentration et 6 centres de mise à mort.

Lucile Dupont



Epinay, le 30 avril 2023

Journée nationale de la déportation



Emmanuelle Allaire

Il y avait entre 50 et 80 personnes et notamment des jeunes de l'école Beth Israël et du Lycée Feyder. Ces élèves sont allés à Auschwitz. Ils ont témoigné de leur expérience. Le message des associations de déportés a été lu par un maire adjoint.

Je suis intervenue au cours de cette cérémonie en tant que petite-fille de 31000. J'ai évoqué la déportation, la spécificité des convois 45000 et 31000. Ensuite j'ai lu un texte de Charlotte Delbo, extrait de « Aucun de nous ne reviendra ».

J'ai déposé une gerbe pour l'association.

Plusieurs personnes sont venues me voir pour me dire merci pour mon allocution et combien elles étaient touchées. Un monsieur m'a raconté ses souvenirs de la guerre car il habitait à côté de la ligne de démarcation. Moment émouvant.

Emmanuelle Allaire

Allocution d'Emmanuelle Allaire

Nous rendons hommage aux victimes de la déportation, juifs, tziganes, résistants, politiques, otages, homosexuels....

Les convois des 45000 et 31000 sont les deux seuls convois d'otages majoritairement politiques partis de France en 1942 et 1943 destinés à disparaître dans « la nuit et le brouillard » selon les caractéristiques du décret édicté en 1941 par le Général Keitel.

Le convoi des 45000 était constitué d'hommes, d'environ 1000 communistes, 50 juifs et quelques membres de réseaux anglophiles. Six spinassiens faisaient partie de ce convoi : René DUFOUR, Fernand GODEFROY, Emile GOURRICHON, Henri PERNOT, André SIGOGNE, Stanislas VILLIERS.

Le convoi des 31000 était composé de 230 femmes, résistantes, communistes, juives. Dans ce convoi il y avait notamment Danièle CASANOVA, Marie-Claude PAUL VAILLANT COUTURIER, Charlotte DELBO, ma grand-mère et mon arrière-grand-mère. Seules 49 reviendront.

Ces déportés ont été les témoins de l'enfer concentrationnaire organisé par les SS, de l'extermination des juifs, des tziganes, de milliers de prisonniers de guerre soviétiques, de patriotes polonais, de résistants de toute l'Europe.

Ils ont témoigné pour que l'on n'oublie pas.

Charlotte Delbo est revenue et a écrit pour témoigner

Ô vous qui savez

Saviez-vous que la faim fait briller les yeux que la soif les terni

Ô vous qui savez

Saviez-vous qu'on peut voir sa mère morte Et rester sans larmes

Ô vous qui savez

Saviez-vous que le matin on veut mourir que le soir on a peur

Ô vous qui savez

Saviez-vous qu'un jour est plus qu'une année une minute plus qu'une vie

Ô vous qui savez

Saviez-vous que les jambes sont plus vulnérables que les yeux

Les nerfs plus durs que les os

Le cœur plus solide que l'acier

Saviez-vous que les pierres du chemin ne pleurent pas

Qu'il n'y a qu'un mot pour l'épouvante qu'un mot pour l'angoisse

Saviez-vous que la souffrance n'a pas de limite

L'horreur pas de frontière

Le saviez-vous

Vous qui savez¹ »

Nous les enfants, les petits-enfants, les jeunes et toutes les générations nous devons continuer le combat pour un monde de paix et de liberté ou le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et le fascisme n'auront pas de place.

L'écho du « plus jamais ça » dit et répété sans relâche par les « anciens déportés » résonne encore aujourd'hui.

S'il s'agit de commémorer pour se rappeler et garder en mémoire la souffrance dans les camps nazis, il s'agit surtout de mettre en place une mémoire qui interagisse sur le présent et sur l'avenir et de combattre toutes résurgences de cette idéologie de mort.

Alors soyons dignes d'eux.

(1) Charlotte Delbo, *Aucun de nous ne reviendra*

Journée nationale de la déportation : un parcours mémoire à Montreuil, Romainville, Les lilas

L'année 2023 est marquée par le 80^e anniversaire du départ du convoi des « 31000 » le 24 janvier 1943, un convoi de 230 femmes parti de Compiègne, premier grand convoi de femmes résistantes parties de France, seul convoi de femmes résistantes déportées à Auschwitz-Birkenau. 222 d'entre elles sont parties du fort de Romainville, situé aux Lilas, premier camp d'internement allemand, haut lieu national appartenant aux réseaux des lieux de Mémoire en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France.

Depuis la Libération, les survivantes au convoi portèrent la mémoire des femmes et des hommes internés dans ce camp allemand. Les mémoires des femmes du convoi et du lieu sont aujourd'hui inséparables. Elles ont marqué par leurs présences les cérémonies et les initiatives aux Lilas, à Romainville, à Montreuil. Les cérémonies et initiatives de cette année dans ces villes de l'établissement public territorial Est Ensemble, et les projets pédagogiques au niveau départemental, s'inscrivent dans la continuité de leur combat mémoriel.

Début janvier à l'initiative du Musée de la Résistance Nationale et du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, avec le soutien de la ville des Lilas, de Mémoire Vive et d'autres associations mémorielles, une exposition itinérante sur les « 31000 » a été inaugurée, lors de la cérémonie du départ du convoi, aux Lilas en janvier. Le commissaire de l'exposition est Thomas Fontaine, historien, grand spécialiste de la Déportation et de la Résistance, Directeur des projets du MRN. Aujourd'hui, deux exemplaires de l'exposition passent de collège en collège, de classe en classe, dans le département de Seine-Saint-Denis. Au-delà, cette exposition est destinée à être présentée partout en France. L'essentiel des textes, des documents et des portraits est consultable dans le numéro spécial de la revue Résistance du MRN.

Afin de pouvoir la présenter au public le plus large, la Ville de Montreuil, avec le concours du Musée de la Résistance Nationale et le soutien du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de Mémoire Vive et des Amis de la Fondation de la Déportation, a réalisé un troisième exemplaire de

Annick Odru, Yves Jegouzo
et Sabine Pesier



l'exposition destiné à être présenté sur des sites extérieurs.

À l'occasion de la Journée Nationale de la Déportation, la ville de Montreuil a organisé plusieurs cérémonies le samedi 20 avril et le dimanche 30 avril derniers.

Le 29 avril, la Ville de Montreuil, Mémoire Vive et les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation ont rendu hommage aux hommes du convoi des « 45000 » et aux femmes du convoi des « 31000 » au parc de Montreuil. La nouvelle exposition y a été présentée. Madame Méline Le Gourrière, conseillère municipale, déléguée à la Mémoire, a rappelé les parcours de ces femmes, leur courage, le chant de *La Marseillaise* en passant la porte du camp des femmes de Birkenau, leur solidarité. Elle a souligné l'engagement antifasciste d'une très grande majorité de ces femmes et de ces hommes, alors que le fascisme gagnait en Italie et le nazisme en Allemagne. Beaucoup ont soutenu les républicains espagnols contre Franco.

Le 30 avril a été marqué par le vernissage de l'exposition des « 31000 » sur les grilles du jardin de l'Hôtel de Ville de Montreuil, près de la plaque à la Mémoire de Danièle Casanova. C'est, en effet, dans ce square que Danièle Casanova a organisé en 1939, une réunion de l'Union des Jeunes Filles de France en pleine clandestinité. Dominique Dellac, Vice-Présidente du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis a souligné l'importance du projet de création d'un lieu Mémoriel à la Mémoire des femmes dans la résistance et la déportation dans le projet urbain qui va voir le

jour dans l'enceinte actuelle du Fort de Romainville situé aux Lilas, le rôle du Musée de la Résistance Nationale, de Thomas Fontaine, et a réaffirmé le soutien du Conseil départemental. Elle a également évoqué la mémoire de Madeleine Odru. Sabine Pesier, Vice-Présidente de l'association Musée de la Résistance Nationale a présenté l'exposition. Elle a insisté sur ses qualités pédagogiques : choix des textes, des documents, des portraits, sur son parti-pris esthétique et la clarté de sa mise-en-page. Elle a fait part de l'accueil très positifs des enseignants comme des élèves. Une gerbe commune aux associations Mémoire Vive, MRN et Promnesie, a été déposée au pied de la plaque dédiée à Danièle Casanova.

Le cortège s'est ensuite dirigé vers le monument de la Résistance pour la cérémonie à la Mémoire des héros et des martyres de la Déportation.

Le parcours s'est poursuivi par la cérémonie commune des deux villes de Romainville et des Lilas devant la plaque à la Mémoire de la famille Gutmacher puis devant la statue de Danièle Casanova à Romainville.



Jacques Witkowski, Préfet de Seine-Saint-Denis
François Dechy, maire de Romainville
Lionel Benharous, maire des Lilas



Le cortège a rejoint ensuite l'enceinte du fort de Romainville aux Lilas, pour participer à la cérémonie présidée par Monsieur Jacques Witkowski, Préfet de Seine-Saint-Denis. Les associations Mémoire Vive, Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, la Fondation pour la Mémoire d'Auschwitz et l'association Musée de la Résistance Nationale ont effectué des dépôts de gerbes communs pour affirmer la nécessaire unité des Mémoires de la Déportation dans leur diversité.

Pierre Odru

Une nouvelle initiative avec le Mouvement pour la Paix

À Trappes, le 19 avril, Catherine Girardon au nom du comité du Mouvement de la Paix de Trappes, a organisé une soirée autour du film de Natacha Giler sur le convoi des 31000 suivi d'un échange avec Claudine Ducastel et Yves Jégouzo. Une quarantaine de personnes étaient présentes. L'échange a été chaleureux et intéressant. Les participants ont à la fois témoigné d'expériences et exprimé leurs inquiétudes sur la montée des extrêmes droites en Europe. L'intervention d'un enseignant a particulièrement retenu l'attention de tous. Avec beaucoup d'émotion, il a insisté sur le danger que représente la dégradation du système scolaire. Faire de l'enseignement une priorité ministérielle permettrait de développer l'esprit critique des jeunes et de mettre en place une véritable éducation à la citoyenneté.



Catherine Girardon

Au moment du départ de notre bulletin chez l'imprimeur, nous apprenons avec une grande tristesse, le décès d'Odette Niles à l'âge de 100 ans



Grande résistante, Odette Niles nous a quitté le 27 mai 2023, jour du 80^e anniversaire de la création du CNR.

Notre association adresse ses profondes condoléances à sa famille, ses proches et ami(e)s militantes et militants de l'histoire et de la mémoire de la Résistance et tout particulièrement à l'Amicale de Chateaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt. Nous adressons nos chaleureuses pensées à sa petite fille Carine Picard-Niles qui a pris le relais à la présidence de l'Amicale de Chateaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt. Mémoire Vive travaille à ses côtés au Musée de la Résistance Nationale.

Nous vous proposons de redécouvrir son parcours retracé dernièrement dans la revue du Musée de la Résistance Nationale, à l'occasion de son 100^e anniversaire.

« Odette Lecland, de son nom de jeune fille a 17 ans quand elle manifeste un fameux 11 novembre 1940 sur les Champs-Élysées contre l'occupant nazi et le régime de Vichy. Malgré les risques encourus, la jeune fille multiplie les actes de résistance, distribue des tracts, participe de nouveau à des manifestations le 14 juillet et le 13 août 1941 scellant ainsi son dernier jour de liberté pour plusieurs années. Dix-sept jeunes sont arrêtés par les brigades spéciales, Odette est l'une d'entre eux, tous ont moins de 20 ans. Dix sont condamnés à la forteresse, quatre comme Odette à la prison, trois à la peine capitale. Pour la première fois mais non la dernière, Odette assiste au départ vers la mort de camarades.

Commence alors le temps de l'internement, des otages et des exécutions, de la prison du Cherche Midi à celle de la Roquette, du camp de Choisel, à ceux d'Aincourt, Gaillon, Lande Mons et Mérignac. Autant de lieux aussi où des liens fraternels seront noués à jamais.

Premier de la liste, le camp de Choisel, celui des « bistouillardes » ses amies éternelles, avec qui elle partage l'esprit de combat et de solidarité ainsi que les souffrances d'après les fusillades comme ce 22 octobre 41 et le départ des 27 vers l'effroyable exécution. « Quand nous avons été autorisés à sortir des baraques où nous étions bouclés, je me souviens de cette Marseillaise que nous avons hurlée ! » témoigne Odette. Choisel, la rencontre avec Guy Moquet. Un mot glissé in extrémis. Jeunes gens engagés pour la liberté dans la tourmente et les jours sombres de l'Histoire, un récit transmis aujourd'hui aux plus jeunes par la médiation d'un joli roman graphique intitulé La Fiancée.

Du camp d'Aincourt, elle garde en particulier la colère et le souvenir révolté de ces femmes juives qu'on déporte devant leurs enfants. Le camp de Gaillon est celui de ses 20 ans. Lande Mons, celui où « Il faisait si froid que nous couchions à trois dans le même lit, de façon à bénéficier de trois couvertures ». Celui aussi où elle couvre l'évasion d'une camarade. En représailles, elle sera envoyée au camp de Mérignac.

Mérignac, d'où elle réussit à s'échapper pour rejoindre avec d'autres femmes un groupe FTP près de Bordeaux. « Quand nous sommes arrivées, on nous a confié ... la vaisselle. Moi j'ai refusé » se souvient-elle fièrement. Si elle est là c'est pour poursuivre la lutte. Nous sommes en 44, en Charente, Odette est responsable des Forces Unies de la Jeunesse patriotique, elle rencontre, Maurice Niles, jeune combattant FFI chargé de restructurer le réseau de Résistance du Sud-Ouest. Maurice avec qui elle se marie après-guerre. Maurice, maire de Drancy et député de la Seine, Odette sa veilleuse et conseillère avisée qu'il surnomme tendrement « sa bergère ».

Rédaction, coordination : Claudine Ducastel

Relecture et corrections : Catherine Girardon

Création et maquette : Patrick Roze

Imprimeur : Axiom Graphic **Routage** : Routing Portage News **Tirage à** : 500 exemplaires

Secrétaire : Catherine Girardon ☎ : 06 12 32 44 70 .. mail : cachabay@orange.fr

Secrétaire adjointe : Solveig Hennebert mail : secretariat.memoire.vive@gmail.com

Trésorière : Josette Marti ☎ : 06 61 17 86 69 .. mail : jo.marti@free.fr

Contact et commande de publications : Claudine Ducastel..... ☎ : 06 42.67.46.10 .. mail : claudine.ducastel@orange.fr

Site internet : <http://www.memoirevive.org/>

Facebook : Mémoire Vive des Convois des 45000 et 31000 d'Auschwitz-Birkenau

*Vous souhaitez le concours de Mémoire Vive à l'une de vos initiatives (rencontres scolaires, débats...),
contactez Catherine Girardon*